

La Picardie tente de vaincre la fatalité de son retard éducatif

LE MONDE | 22.02.2000 à 00h00 • Mis à jour le 22.02.2000 à 00h00 | Par

GAELE DUPONT

- AMIENS de notre envoyée spéciale

« Nous ne sommes pas plus bêtes que les autres. » Les Picards répètent souvent cette phrase, comme une conjuration. Les chiffres sont pourtant têtus. Chaque année, 12 % des jeunes Picards quittent l'école sans aucune qualification. Seule la Corse fait pire. L'évaluation des élèves de sixième réalisée en 1996 plaçait la région au vingt-deuxième rang français. Vingtième rang pour le taux d'accès au baccalauréat. Et des résultats à l'examen de quatre points inférieurs à la moyenne nationale. Peu d'étudiants, enfin : la Picardie se place encore à l'avant-dernier rang pour le taux de fréquentation de l'université.

A la rentrée des vacances de février, Marcel Decarvel, enseignant dans un lycée technique d'Amiens et membre du bureau de SUD-Education, va retrouver des élèves d'« un niveau culturel faible ». « Ils ont du mal à s'exprimer, même pour expliquer un montage technique », raconte-t-il.

Professeur de lettres dans un lycée au recrutement « moyen » d'Amiens, Francine Courtin fait un constat du même ordre : certains de ses élèves de terminale littéraire « ne sont pas attirés par la lecture ». Ils sont également « faibles en langues ». Marie-Françoise Hiroux, ancien professeur de philosophie et secrétaire départementale du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), parle de « manque à gagner culturel » : « Si je n'avais pas fait de théâtre au lycée, certains élèves n'auraient toujours pas assisté à une représentation. » Pas de sortie, pas de lecture, peu de dialogue. La région cumule des difficultés socio-économiques importantes : chômage élevé, situation sanitaire dégradée, alcoolisme, espérance de vie plus courte qu'ailleurs. Mais, sur le front social, le Nord - Pas-de-Calais ne se porte guère mieux que sa voisine. Pourtant, ses enfants s'en sortent, au vu des statistiques, plus facilement que les petits Picards.

UNE CAPITALE EXCENTRÉE

En cette journée d'hiver, la flèche de la cathédrale d'Amiens transperce difficilement le manteau de brouillard qui ensevelit la ville. « Nous avons la plus belle cathédrale du monde, tonne un universitaire lassé de s'apitoyer sur le sort de sa région. Mais nous ne passons pas notre temps à le crier sur les toits. » Quand il faut énumérer les raisons du retard picard, les phrases s'entrecroisent de soupirs. On finit par trouver des excuses à cette terre plate, gorgée de blé, de betteraves et de pommes de terre, parsemée de cimetières militaires, coincée entre Paris et Lille, oubliée des aménageurs, tiraillée entre la ruralité de la Somme et de l'Aisne et l'urbanisme sensible du sud de l'Oise.

Le réseau de villes petites ou moyennes n'offre que peu de divertissements, cinémas ou bibliothèques. Amiens, capitale excentrée d'une région assemblée en 1960, peine à tenir son rôle. Elle ne compte que 170 000 habitants. Les bacheliers les plus brillants s'enfuient vers les classes préparatoires parisiennes. Les futurs étudiants picards lui préfèrent Paris, Lille ou Reims.

Forte tradition agricole, mais également industrielle : l'agroalimentaire et le textile ont longtemps occupé une main-d'œuvre peu qualifiée. « Ce gisement important d'emplois a provoqué un moindre intérêt pour le système éducatif », résume le recteur d'académie, Alain Morvan. Pas besoin de diplômes pour s'en sortir : l'axiome est resté dans les têtes, au point qu'aujourd'hui les parents continuent souvent à manquer d'ambition pour leurs enfants. L'attachement à la terre, au village, à la famille ferme certaines portes. Bernard Risbourg, le président de l'université d'Amiens, se rappelle qu'une de ses plus brillantes étudiantes n'avait jamais mis les pieds à Paris avant l'âge de vingt-trois ans. « A la campagne, on vit en cercle fermé, on est casanier », constate Jean-Michel Deteve, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) de la Somme. « On n'y peut rien. »

Les enseignants, le président de l'université, les élus, le recteur pensent qu'au contraire on y peut quelque chose. « Un effort gigantesque a été accompli par le rectorat, les professeurs et la région », insiste M. Risbourg. Depuis la fin des années 80, onze lycées ont été construits, trente agrandis, deux écoles normales transformées en lycée. Le fameux retard, s'il existe toujours, a considérablement diminué, notamment grâce aux formations professionnelles. Le recteur Morvan, forçant la note optimiste, parle même de « mythe résiduel », et exhibe les derniers chiffres. L'écart

avec le niveau national pour le taux de réussite au bac diminue. Le taux d'obtention du bac professionnel est légèrement au-dessus de la moyenne. Progrès insuffisant pour les élus régionaux, très préoccupés, notamment, par le taux de sorties sans qualification, synonymes d'exclusion. Jean-Pierre Viénot, président (RPR) de la commission éducation au conseil régional, réclame un « plan Marshall ». « DISCRIMINATION POSITIVE »

Les sommes affectées à la région par le ministère sont parmi les plus faibles de France. Raison avancée par le rectorat : les professeurs nommés en Picardie sont jeunes, leurs salaires sont donc faibles. Les enseignants tout juste sortis de l'IUFM font souvent leurs débuts ici, mais la plupart partent à la première occasion sous des cieux plus cléments. « Il est difficile dans ces conditions de mettre en place une politique de continuité », reconnaît le recteur, qui affirme que tout est fait pour faciliter la vie des enseignants. Pourtant, selon Yvan Dubois, directeur d'une école primaire à Roye (Somme) et secrétaire régional de la Fédération de l'éducation nationale, « beaucoup sont prêts à craquer ». « Les postes sont éclatés, ajoute Mme Hiroux. Je connais quelqu'un qui a dû emprunter de l'argent pour payer ses frais d'essence. Il doit faire 100 kilomètres par jour. Comment voulez-vous travailler correctement dans ces conditions ? » « Nous sommes parfois démunis. Pourquoi certains élèves ont-ils envie de réussir et d'autres pas ? », s'interroge Mme Courtin. Tous les enseignants fustigent pourtant les réductions d'effectifs programmées et réclament au contraire plus d'enseignants qualifiés. Pierre Huchette, directeur du centre d'information et d'orientation d'Amiens-Nord, résume : « Il faut définir les objectifs, planifier les moyens, mobiliser les ressources humaines. » Ils appellent à la mobilisation pour « combattre les fatalismes ». Répondant aux critiques, le recteur insiste sur la « discrimination positive » dont jouirait l'académie et abat ses cartes : « système de veille antidécrochage », classement en ZEP... Il parle de « ramener l'écart avec la moyenne nationale à un niveau infinitésimal », mais ne fixe pas d'échéance. Les élus, plus impatientes, ont des objectifs chiffrés : diviser le nombre de sortants sans qualification par deux d'ici à 2006. Le président de l'université rêve, quant à lui, que les jeunes Picards « osent » enfin entrer à l'université.